



## **SURVOL DES NÉGOCIATIONS ET DES RÈGLEMENTS SALARIAUX AU CANADA Mars 2004**

Le présent document propose un large survol des tendances générales en matière de règlements salariaux et autres données pertinentes sur les négociations au Canada. L'information est surtout tirée des données de la Direction de l'information sur les milieux de travail de Développement des ressources humaines Canada (DRHC) et de Statistique Canada.

### **Les augmentations de salaire du secteur public sont plus élevées que dans le secteur privé depuis 2000**

Les augmentations salariales moyennes du secteur public ont été bien au-dessous de celles du secteur privé pendant toutes les années 90, mais le secteur public a regagné du terrain depuis 2000. Les règlements du secteur public ont été légèrement plus élevés en 2000, 2001 et 2002, mais ils sont passés à près du double des augmentations du secteur privé en 2003. Toutefois, une partie du déclin dans les augmentations du secteur privé est attribuable aux gels de salaire et aux compressions imposées dans les conventions collectives chez Air Canada.

**Tableau 1 : Rajustements du taux salarial de base, public et privé, Canada, 1995 - 2003**

<b>Année</b>	<b>Public (%)</b>	<b>Privé (%)</b>
1995	0,6	1,4
1996	0,5	1,7
1997	1,1	1,8
1998	1,6	1,8
1999	2,0	2,7
2000	2,5	2,4
2001	3,3	3,0
2002	2,9	2,6
2003	2,9	1,5

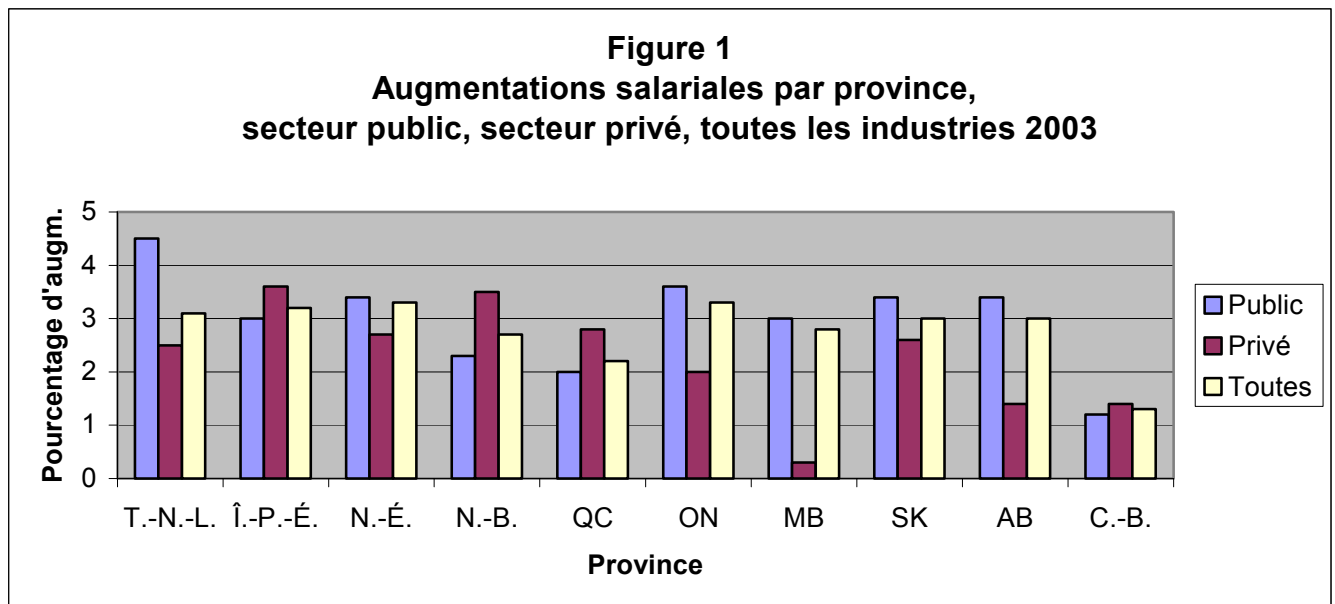
Source: Information sur les milieux de travail, Le Bulletin des règlements salariaux, février 2004.

Les plus importantes augmentations de salaire ont été observées dans les secteurs de l'éducation, de la santé et des services sociaux (3,4 %) en 2003. Les augmentations salariales dans les industries primaires et dans les services financiers et professionnels s'élevaient à 2,7 pour cent. C'est le secteur du commerce qui affichait l'augmentation la plus petite, à 1,3 pour cent.

En 2002, seuls 0,9 pour cent de tous les employés et employées dans les règlements concernant 500 employés et employées ou plus avaient subi un gel salarial, et il n'y a pas eu de réduction des salaires. Toutefois, en 2003, 10,2 pour cent des employées et employés ont subi des gels ou des réductions de salaire, incluant les trois conventions collectives d'Air Canada régissant 28 530 employées et employés.

### Tendances provinciales

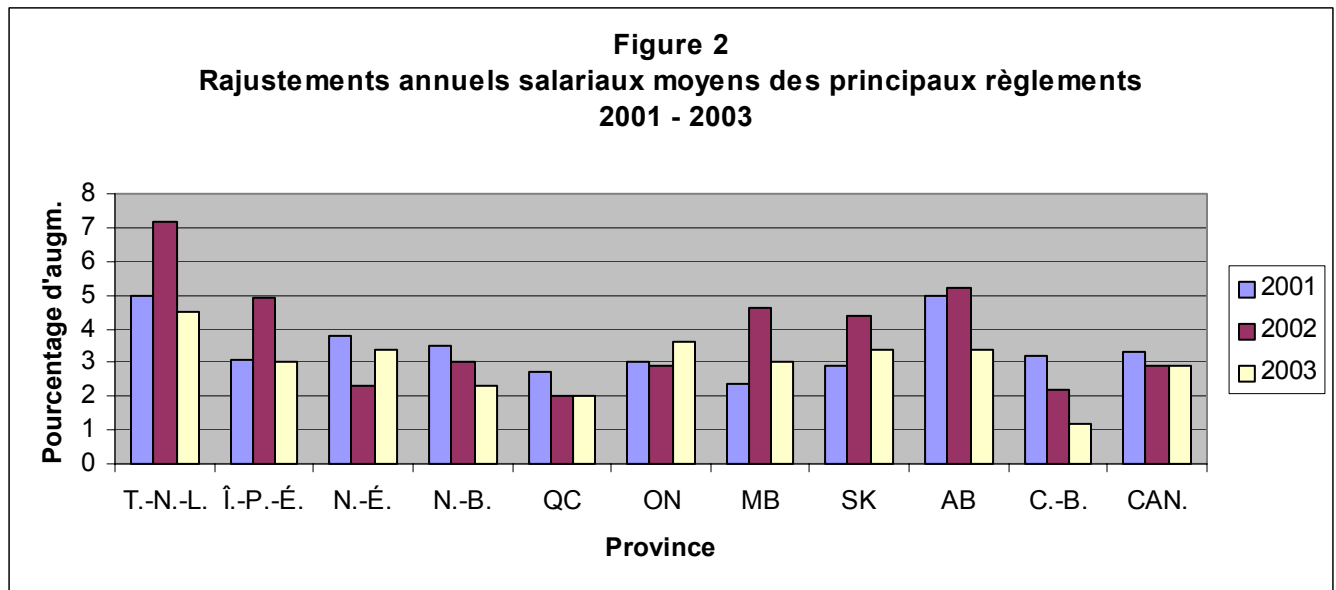
La Figure 1 montre les augmentations salariales par province en 2003 pour toutes les industries, de même qu'une répartition selon le secteur public et le secteur privé.



Source: Information sur les milieux de travail

En 2003, les augmentations de salaire moyennes du secteur public étaient les plus élevées à Terre-Neuve et Labrador, et la Nouvelle-Écosse, l'Ontario, la Saskatchewan et l'Alberta suivaient de près. Toutes ont dépassé l'augmentation salariale moyenne pour le Canada. La Colombie-Britannique a été le plus durement touchée, avec les libéraux de Campbell qui maintiennent les gains salariaux du secteur public à moins de 1,5 pour cent.

Depuis trois ans, Terre-Neuve et Labrador est en tête des augmentations salariales du secteur public, suivie de l'Alberta. Les augmentations en Colombie-Britannique ont suivi une tendance constante à la baisse au cours des trois dernières années. Le nouveau gouvernement conservateur de Terre-Neuve et Labrador est en train s'instaurer des contrôles de salaires. Ces tendances sont montrées à la figure 2.



Source: Information sur les milieux de travail

### Conditions économiques actuelles

La croissance réelle du PIB au Canada en 2003 a été de 1,7 %, la moitié de celle de 2002. Toutefois, la croissance au quatrième trimestre a été de 3,8 %, un regain par rapport aux faibles 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> trimestres. Le chômage est resté à peu près au même niveau en 2002 et en 2003. L'inflation a augmenté légèrement, de 2,2 pour cent en 2002 à 2,8 pour cent en 2003. Les profits des entreprises ont grimpé de 10 %, grâce aux revenus solides des entreprises du pétrole et du gaz, du gros et du détail, et les profits des entreprises ont atteint un niveau record en 2003.

	2002	2003
Croissance réelle du PIB	3,3 %	1,7 %
Chômage	7,7 %	7,6 %
IPC	2,2 %	2,8 %
Profits des entreprises	4,3 %	10,1 %

Source : Statistique Canada

### Quelques négociations en cours dans le secteur public

Le climat des négociations collectives dans chaque province et région sera influencé par les principales négociations en cours à l'heure actuelle. Le Tableau 3 ci-dessous souligne les principales négociations à observer.

<b>Tableau 3 : principales négociations en cours</b>		
<b>EMPLOYEUR</b>	<b>SYNDICAT</b>	<b>Nb D'EMPLOYÉES ET EMPLOYÉS</b>
Gouvernement du Canada	Divers	114 320
Agence des douanes et du revenu du Canada	AFPC	41 480
Gouvernement de la Nouvelle-Écosse	SCFP (Travaux publics)	1 600
Capital District Health	NSGEU	3 000
Gouvernement du Nouveau-Brunswick	SCFP (santé)	5 800
Gouvernement du Nouveau-Brunswick	Inf.	5 000
Gouvernement du Nouveau-Brunswick	Ens.	7 600
Gouvernement du Québec	Divers	323 470
Ville de Montréal	Divers	8 770
Ontario Power Generation	Soc. des prof. de l'énergie	3 930
Foyers des soins infirmiers de l'Ontario	UIES	3 200
Gouvernement de la Saskatchewan	SGEU	9 860
Assoc. des org. de santé de la Sask.	Divers	24 530
Conseils de l'éducation de l'Alberta	ATA	13 360
Régies sanitaires de l'Alberta	Divers	29 500
Employeurs de la santé de la C.-B.	Divers	97 800

Source: Information sur les milieux de travail

Recherche du SCFP

### COORDONNÉES

Stan Marshall  
Agent principal, Service de la recherche  
613-237-1590, poste 228  
smarshall@cupe.ca

12 mars 2004

siepb 491/as  
File: Research\HC\_National\ National Bargaining Trends.fr